



Assemblée générale

Distr. générale
20 janvier 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Treizième session

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme* **

Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme élira son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et nommés par les États Membres de l'ONU à l'issue de consultations avec des institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été proposés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres sera la suivante: a) États d'Afrique: 5; b) États d'Asie: 5; c) États d'Europe orientale: 2; d) États d'Amérique latine et des Caraïbes: 3; e) États d'Europe occidentale et autres États: 3.
3. À sa septième session, tenue du 3 mars au 1^{er} avril 2008, le Conseil a élu les 18 membres du Comité consultatif, dont 4 pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.
4. Le mandat des sept membres élus pour deux ans viendra à expiration en 2010. Parmi ces sept postes vacants, deux postes devront être attribués à des États d'Afrique, deux postes à des États d'Asie, un poste à un État d'Europe orientale, un poste à un État d'Amérique latine et des Caraïbes et un poste à un État d'Europe occidentale ou à un autre État.
5. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats sera close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat communiquera cette liste et les informations pertinentes aux États Membres et les rendra publiques au moins un mois avant l'élection. Le Conseil procédera à l'élection des sept membres à sa treizième session conformément à son programme de travail annuel.
6. Le 2 novembre 2009, le secrétariat du Conseil a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés afin qu'ils encouragent les propositions de candidats

* Soumission tardive.

** L'annexe au présent rapport est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

et pour leur indiquer que la date limite de soumission des candidatures était le 11 janvier 2010.

7. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants:

- a) Compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme;
- b) Haute moralité;
- c) Indépendance et impartialité.

8. Les lignes directrices que les États sont invités à prendre en considération concernant les critères techniques et objectifs de sélection de leurs candidats sont les suivantes:

- a) Compétence et expérience:
 - i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international;
 - ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme;
 - iii) La connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que la connaissance des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme et une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seraient souhaitables;
 - iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU;
 - v) Avoir du temps à consacrer effectivement aux travaux du Comité consultatif, tant pour assister à ses sessions que pour mener à bien les activités prescrites entre les sessions;
- b) Haute moralité;
- c) Indépendance et impartialité: les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées; les membres élus au Conseil consultatif agiront à titre individuel;
- d) Autres considérations: le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme sera respecté.

9. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

10. En janvier 2010, le secrétariat avait reçu huit candidatures pour l'élection de 2010 au Comité consultatif du Conseil de la part des Gouvernements des pays suivants: Allemagne, Chili, Égypte, Fédération de Russie, Japon, Kenya, Ouganda et République de Corée.

11. On trouvera ci-dessous la liste des experts désignés comme candidats, dont les curriculum vitae sont joints en annexe. Ces renseignements peuvent également être consultés sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme.

États d’Afrique*État Membre*

Égypte
Kenya
Ouganda

Candidat désigné

Mona Zulficar
Bernards Andrews Nyamwaya Mudho
Alfred Ntunduguru Karokora

États d’Asie*État Membre*

Japon
République de Corée

Candidat désigné

Shigeki Sakamoto
Chinsung Chung

États d’Europe orientale*État Membre*

Fédération de Russie

Candidat désigné

Vladimir Kartashkin

États d’Amérique latine et des Caraïbes*État Membre*

Chili

Candidat désigné

José Antonio Bengoa Cabello

États d’Europe occidentale et autres États*État Membre*

Allemagne

Candidat désigné

Wolfgang Stefan Heinz

Annexe

BIOGRAPHICAL DATA

[ENGLISH ONLY]

Ms. Mona Zulficar

(Nominated by the Government of Egypt)

EDUCATION

American College for Girls, Cairo
 General Superior Level Secondary School
 Certificate 1965.
 Cairo University, Cairo, Egypt.
 B.Sc., Economics and Political Science, 1969.
 Mansoura University, Mansoura, Egypt.
 LLB, 1980.

PROFESSIONAL EXPERIENCE

1. ***Chair Executive Committee***
 Zulficar & Partners Law Firm
 June 1, 2009 to date
2. ***Chair Executive Committee***
 Shalakany Law Office
 January 1, 2006–May 31, 2009
3. ***Managing Partner***
 Shalakany Law Office, Cairo
 May 2004–January 2006
4. ***Senior Partner and Deputy Chair, Executive Committee.***
 Shalakany Law Office, Cairo
 1995–April 2004.
5. ***Senior Partner***
 Shalakany Law Office – Cairo
 1987–1995
6. ***Partner***
 Shalakany Law Office – Cairo
 1978–1986.
7. ***Economic Analyst and Office Manager***
 Shalakany Law Office – Cairo
 1976–1978
8. ***Administrative Assistant***
 World Health Organization (WHO)
 Regional Office at Alexandria
 and United Nations Development Program (UNDP)
 Educational Technology Project at Cairo
 1970–1976
9. ***Research Specialist***
 Peoples' Assembly of Egypt (The Egyptian Parliament)
 1969–1970

Zulficar & Partners is an international corporate law practice in Egypt offering a comprehensive range of legal services to a diverse array of commercial, industrial, and financial clients around the country and beyond. The Firm has been established in June 2009. However, its members have a long and outstanding track record as former partners and associates of Shalakany Law Office. The Firm consists of 7 partners and employs over 15 attorneys and a support staff of nearly 15 people in the conduct of its operations. Existing on the principle of providing its customers with the personal attention of a specific partner serving as the designated client manager, the Firm offers services in a range of

specialties that include banking and capital markets, project finance, M&A, privatization issues, tourism and services, manufacturing, industrial and intellectual property. Zulficar and Partners also deals with major litigation and arbitration concerns, corporate practices, taxation requirements, and labour and employment questions. The Firm serves domestic commercial customers throughout Egypt and also offers its expertise to a host of multinational firms doing or seeking to do business in the country. Organized into specialized client service groups, the Practice counts such major multinationals as Citibank, Credit Agricole, Société Generale, Merrill Lynch, and the Bank of New York Mellon among its customers in addition to General Motors Corporation, EMethanex, Tanjong and Guardian Industries. On the other hand, the Firm also represents major local and regional clients, such as EFG Hermes, Citadel Capital, OCI, CIB, NBE, and Banque Misr. This list of representative business assisted by Zulficar & Partners testifies to the diversity of the Firm's capabilities and attests to its deserving recognition among the elite legal practices throughout the Middle East region.

As Partner and Chair of its Executive Committee, Ms. Zulficar oversees the operations of its Banking and Capital Markets Group and directly supervises the efforts and activities of 5 partners and 10 associates who specialize in assisting clients with banking and capital markets transactions, project finance, mergers and acquisitions, securities, and corporate restructuring activities. A practicing attorney for more than 25 years, she is a specialist in major financial, industrial, and commercial transactions and has negotiated, drafted, and concluded all the major contracts required by some of the most important joint venture businesses in Egypt. Ms. Zulficar is continuously involved in major restructuring of companies, Mergers and Acquisitions transactions, and is particularly recognized for handling ground breaking or precedent transactions, such as the first Egyptian BOOT Power Plant in Sidi Krir for InterGen (the Bechtel/Shell subsidiary), the first GSM Telecom Concession to MobiNil (the France Telecom, Motorola Orascom subsidiary), the first leverage buyout of Helwan Cement Company on behalf of ASEC Cement, some of the major Orascom Telecom acquisitions and its US\$2 billion acquisition finance, the US\$300 million Heineken acquisition of Al Ahram Beverages, the Kraft acquisition of Family Foods, the acquisition of Egyptian Fertilizers Company, SAE by Citadel Capital for US\$740 million, its sale to Abraaj Capital for US\$1.4 billion, and then resale to OCI for US\$1.6 billion, the largest bond issue in excess of L.E. one billion by Egyptian Cement Company and many other major international project finance and investment banking transactions including privatizations, IPO's, bond issues and GDR/ADR issues for CIB, Mibank, Suez Cement, PACHIN, Al Ahram Beverages, EFG Hermes, Lecico and others. Most recently she has handled on behalf of Orascom Construction and Industries, SAE ("OCI") the largest transaction in the history of the Middle East relating to the sale of Orascom Building Materials Holding, SAE to Lafarge, for approximately US \$13 billion in addition to US \$2 billion of assumed debt.

Ms. Zulficar is playing a key role in drafting new legislation and developing existing economic legislation as adviser to the Minister of Finance, the Capital Market Authority, the Ministry of Housing and the Central Bank of Egypt and as member of the national drafting committees on many important laws, such as the new Telecom Law, the new Capital Market Regulations, the new Special Economic Zones Law and the new Banking Law regulations. She has also been appointed as a member of the Board of Directors of the Central Bank of Egypt and is directly involved in the ambitious Egyptian institutional and regulatory reform program of the banking and finance sector.

Complementing her professional activities with a commitment to community activism, she has been an active advocate for human rights and women's rights in Egypt and internationally. She has recently been elected member and Vice Chair of the UN Human Rights Council Advisory Committee and she is also a member of the National Council for Human Rights in Egypt. For more details of her human and women rights activities, please see supplement. Pursuing a goal to maintain Zulficar & Partners among the region's best while improving its stature around the globe, Ms. Zulficar looks to the future with a commitment to building a strong second generation of lawyers in the Firm who will be qualified to take it through the third millennium.

MEMBERSHIPS

Professional

1. Chairperson (non-executive) EFG Hermes Holding, SAE 2008 – to date.
2. Board Member, the Central Bank of Egypt, 2003 – to date.
3. Egyptian Bar Association, 1980 – to date.
4. International Bar Association, 1987 – to date.
5. Member US Egypt Business Council, 2002 – 2008.
6. Board Member, Egypt Kuwait Holding Co., SAE, 2003–2004

7. Board Member, Suez Cement Company, SAE, 2006–2007
8. Board Member, Banque du Caire, Cairo, Egypt, 2000–2003.
9. The Drafting Committee, Amendments to the NGO Law 84 for 2002.
10. The Drafting Committee of Law 1 for 2000 (Equal Right to Divorce Law) and its regulations, 1999–2000
11. The Drafting Committee of the New NGO Law, 1998–2001
12. The Drafting Committee of the new Banking Regulations, 2003, the CBE Fast Track Mediation and Arbitration regarding non performing loans and the Merger Regulations, 2005.
13. The Drafting Team of the new Capital Market Law and Regulations of Egypt, 2003 and the new takeover regulations, 2007.
14. The Drafting Committee of the new Telecom Law of Egypt, 2002–2003.
15. Head of the Drafting Team of the new Special Economic Zones Law of Egypt, 2002–2003.
16. Member of the National Committee on Social Legislation, Egypt, 1997–2000.
17. Member, Council of Advisers of the World Bank for Middle East & North Africa Region from 2000 to date.

Voluntary Membership/Public Service

1. Elected member and Vice Chair, UN Human Rights Council’s Advisory Committee 2008 – to date.
2. Chair, External Gender Consultative Group of the World Bank, Washington D.C., 1999–2006.
3. Chair, Women’s Health Improvement Association, Cairo, June 2000 – to date.
4. Chair, EFG Hermes Foundation, Egypt, 2006 – to date.
5. Chair, El Tadamun Foundation for Micro Finance, 2009 –
6. Member, the National Council for Human Rights, 2004 – to date (appointed by El Shura Council), and Chair of the Political and Civil Rights Committee 2008 – to date.
7. Member of the Board of Trustees, Sawiris Foundation for Social Development, 2001 to date.
8. Member, Telecom Users Rights Board, National Telecom Regulatory Authority, Cairo, 2004 – to date.
9. Member of the Board of Trustees, Economic Research Forum, 2007 – to date.
10. Member, the National Council for Women, 2000–2006 (appointed by President Mubarak) and Chair of Legislative Sub-Committee on Family Law, 2006 – to date.
11. Member, International Human Rights Council (Carter Centre of Emory University) presided by President J. Carter, 1993–1997.
12. Vice Chair, National NGO Committee for Population and Development (1993–1996), and Member of International NGO Steering Committee for the UN International Conference on Population and Development, 1994, and coordinator/Editor of Egyptian NGO Platform Document to the ICPD, Cairo.
13. Board Member, Population Communications International, New York, 1996–2002.
14. Gender Advisory Panel, WHO Special Research Project on Human Reproduction, WHO Geneva, 1996 to 1999.
15. Vice Chair, Egyptian Society for Population and Development, 1995–2000.
16. Board Member of the New Civic Forum, Friends of Children with Cancer and the Association for Consumers Protection (Egypt).
17. Member of the National Rural Women’s Commission, Egypt 1996 to 1999.
18. Member, Board of Trustees, the French University in Egypt, 2005–2005.
19. Member, Board of Trustees, EFTED (the Nile University in Egypt), 2004 – to date.

LANGUAGES

1. Arabic
2. English
3. French

PUBLICATIONS, CONFERENCES, SEMINARS, LECTURES

- As a student in 1965, was chosen by the Egyptian Government as the Egyptian delegate to the Herald Tribune World Youth Forum, New York, December 1964–April 1965.
- Lecturer at the American University in Cairo and the Banking Institute of the Central Bank of Egypt on Legal Aspects of Finance, Banking and Securities.
- Speaker and participant at Harvard Law School Seminar on Investment in Egypt, 1978.
- Author of numerous circulars, articles in legal and economic journals on Egyptian laws, particularly on investment, banking, company and import/export laws, including Banking and the Law, Euromoney 1993, Privatization Laws in Egypt, Cahiers sur l’Egypte, 1998.
- Co-author of “Legal Rights of the Egyptian Women - in Theory and Practice” 1988, and Editor of the 1992 revised edition.
- Speaker, National Center for Middle East Studies (1990) on Economic and Social Reform in Egypt.
- Lecturer and Instructor on Gender Equity, UNICEF Legal Literacy Program – 1993.
- Keynote speaker in the Regional Workshop on Women’s Health and CEDAW (June 1993) by the Alliance of Arab Women.
- Speaker at Harvard Law School Islamic Studies Workshop in 1996 and International Conference on the Islamic Marriage Contract in January 1999 and author of chapter on “The New Islamic Marriage Contract”.
- Author of “A Situation Analysis of the Egyptian Women under the International Convention for the Elimination of all Types of Discrimination against Women” UNICEF 1993. – “The Egyptian Woman in a Changing World”, The New Civic Forum 1994 and UNDP 2000.
- Speaker and author of paper on “From Human Rights to Program Reality: Vienna, Cairo and Beijing in Perspective”, the International Conference on Reproductive Rights at the American University Washington D.C., November 1994.
- Vice Chairperson and Program coordinator of the National NGO Steering Committee for the preparation for the International Conference on Population and Development, (ICPD) Cairo 1994, Member of International NGO Steering Committee for the ICPD, Cairo 1994, and Member of the Organizing Committee of the International Women’s Health Coalition’s Conference on Reproductive Health and Justice, Rio de Janeiro, January 1994.
- Participant in the NGO Forum of the Vienna World Conference on Human Rights, as Legal Advisor representing Africa to the International Tribunal on Violence against Women and Panelist in the Reproductive Rights and Health Workshop.
- Author of “Women in Development - A Legal Study” UNICEF, January 1995.
- Keynote Speaker at the Civicus Second World Assembly inaugural plenary session - Budapest 1997 on the “Citizens in their Multiple Roles: State, Market and Civil Society”.
- Member of the Organizing Committee for the Second Regional Arab NGO Conference, Cairo, May 1997.
- Author of “The Islamic Marriage Contract in Egypt” Harvard University, Islamic Studies Department – International Conference on the Islamic Marriage Contract, January 1999.
- Panelist, World Bank Workshop on Dialogue across Cultures, Washington D.C., May 2002.
- Speaker on Management of Credit Risks, Restructuring and Settlement of Disputes between Banks, Conference of the Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration, December 2003.

- Co-author, Consultative Background Report for the Egypt Country Gender Assessment Report (Legal and Political Rights), World Bank, 2003.
- Member of the Global Organizing Committee for Countdown 2015, ICPD at 10 and ensuing regional activities, and speaker at the inaugural session of the Global Roundtable, London Countdown 2015, convened by the International Planned Parenthood Federation (“IPPF”) in London, August 2004.
- Egyptian delegate to the First African Union Conference for African Human Rights Institutes, Addis Ababa, October 2004.
- Speaker on Egypt’s Role as Leader of the Arab World: How does it compare to the region and what are the risks, at Egypt Invest 2004, 24–25 November 2004.
- Speaker, International Conference on Democracy and Human Rights in the Arab World, UNESCO, Cairo, December 2005, on “Political Parties and Women’s Participation; the case of Egypt”.
- Speaker, International Conference, Towards Peace and Prosperity, Women: Engines of Change, Cairo, January 2006, and author of paper on “Peace as a Human Right”.
- Speaker, Amnesty International Workshop on Diplomatic Assurances and the Challenge to Human Rights, Beirut, 18/19 January 2006.
- Speaker, World Bank Global Workshop on Promoting the Gender Equality MDG, the Implementation Challenge, Washington D.C., February 2006.
- Speaker, Workshop on Success of Women as Leaders of Change, convened by ABA in Bahrain, March 2006.
- Central Bank of Egypt delegate to the “Secondary Mortgage Markets: Institutions and Instruments”, sponsored by JP Morgan, March 8-10, 2006.
- Speaker, Conference on the Role of the Judiciary in Political Reform in Egypt and the Arab World, Cairo 1–3 April, 2006.
- Speaker, World Economic Forum on the Middle East, Sharm El Sheikh, May 2006 on the Promise of a New Generation.
- Speaker at the “Philanthropy for Development in Egypt” Conference, February 28, 2007 on the role of Foundations and the concept of Waqf under Egyptian Law.
- Speaker at the Fourth Arab Reform Conference, Bibliotheca Alexandrina, March 1–3, 2007 on Human Rights, Women and Development.
- Speaker at the Conference on the Model Principles for NGO Laws in the Arab World, convened by the Arab Network for Non Governmental Organizations, and author of paper on “Reforming the NGO Law 84 for 2002”, March 2007.
- Speaker at Seminar on launch of Arabic version of report of UN Research Institute for Social Development, convened by MERIC, UNRISD and Arab Women Organization at the Cairo University, Faculty of Economics and Political Science on March 28, 2007.
- Speaker in the International Conference on Citizenship Rights held by the National Council for Human Rights, Cairo, December 2007 and author of concept paper “Towards a New Law on Equal Opportunity and Non Discrimination”.
- Speaker, Second Ministerial Conference on Asia – Middle Eastern Delegation, 5–6 April 2008. Sharm El Sheikh on the role of civil society
- Speaker, ICNL Workshop on model NGO laws, Cairo 24–25 May 2008.
- Speaker and Chair of NHCR Conference session with the Egyptian bloggers regarding the “Use of Internet and Freedom of Expression”, Cairo 23 June 2008.

AWARDS AND RECOGNITIONS

- Selected in December 1994 by Time Magazine as one of the Global 100 young leaders of the 21st Century.

- UNDP Award 1995 in the occasion of celebrating the Women Global Day in Cairo.
- Cairo Governor Award 2000 for defending women's rights, in addition to the Awards of Assiut Governor and the President of Assiut University, 1999 & 2000 for her key role in establishing the Cancer Hospital in Assiut University.
- Awards of Guiza Governor, the Red Crescent Association and the Business Men Association in Guiza for her role in establishing the Children's Hospital in Guiza.
- The CEWLA Award 2003 for her unique role in the issue of equal right to divorce law (*Khul*) by Law No. 1/2000.
- The General Organization for Culture Award 2004 for her social work in defending women's rights and human rights.
- NGO Network Award 2004 for her role in issuing the new Nationality Law giving equal rights to women in giving nationality to their children and defending the women's rights in general.
- The Annual CEOSS Award for Social Leadership, 2005.
- Recognized by almost all international legal directories as the leading lawyer in Egypt, particularly in the areas of banking, securities, project finance and M&A.
- In 2009, *La legion d'honneur* by the President of France Nicola Sarkozy for her significant role, as a professional lawyer, in reinforcing economic and cultural relations between Egypt and France and for her achievements in the field of human rights.

Supplement to Mona Zulficar's CV

Ms Zulficar has been a human rights and women's rights activist since the early 1980's. The following is a summary of some of her successful and ongoing campaigns:

1. The New Marriage Contract and Equal Rights to Divorce

Her first campaign was for a new form of Marriage Contract, that would allow women the option to retain their right to unilateral termination of the Marriage Contract, by divorce or repudiation (*khul*) and to restrict the right of a husband to take a second wife. She argued that although such rights are consistent with Sharia, they are not permitted by Family Law. She published her first draft of the New Marriage Contract in 1985 in conjunction with a campaign to raise women's consciousness of their legal rights.

She also played a leading role in negotiating the re-issuance of the progressive amendment to the Family Law passed in June 1985, to replace that which was ruled unconstitutional by the Supreme Constitutional Court in May 1985.

Her campaign for a new Marriage Contract was subject to fierce debates in the press, on radio and TV, including the highest religious establishment such as Al Azhar, and she bravely responded in writing and on TV to various accusations of being pro-West or pro-East or by intending to breach religions and social tradition.

She lead the new Marriage Contract campaign with civil society organizations in Egypt and spoke in conferences and seminars in Egypt and internationally, including the International Conference on Population and Development NGO Forum in Cairo, 1994 and Beijing Fourth Women's Conference in 1995. Harvard Law School - Islamic Studies Department got interested in her project and organized an International Conference on the Islamic Marriage Contract in January 1999 and are publishing a book on the matter in which she wrote a chapter. She also helped establish the Youth Association for Population and Development in 1995 and assisted its young members to launch a similar campaign in ten Egyptian universities, raising awareness of women's legal rights and advocating the new Marriage Contract.

Through her exceptional bridge building skills, this campaign merged in 1992 with a project of the Ministry of Justice to introduce formal modifications to the then existing Marriage Contract Certificate, which is issued by a Ministerial decree, intended to include photographs of the wife and husband and other information. This joint project developed into a campaign to issue a new law on procedures in family law disputes which was issued after a long struggle as Law No. 1 for 2000. This law represented a revolutionary step in modernizing procedures in the family law disputes. It also provided for women's right to unilaterally terminate the marriage contract by repudiation (*khul*), providing for equality between men and women in this respect. This equality

could only be achieved through using an indigenous language of human rights to advocate and in fact achieve this change which was intensively resisted by the prevailing patriarchal culture. In this case, she advocated the Islamic concept of “khul”, as basis for such equality.

In addition, this law provided for a new family insurance scheme, facilitated execution of alimony and financial maintenance judgments, and secularized the procedural family law completely, by making the ultimate reference, in case the law is silent, to the Code of Procedures, and not to any Sharia sect, as was the case under the old law.

In 2000, the new Marriage Contract form was reissued, in implementation of Law 1 of 2000, allowing women to include conditions in their marriage contracts restricting the husband’s right to take a second wife and permitting women to terminate marriage unilaterally by divorce. The condition re termination by repudiation (khul) was no longer required in the new Marriage Contract, as she had succeeded to provide for this right in Law 1 of 2000.

2. **Equal Rights under the Nationality Law**

She joined this campaign in the early 1980’s and advocated the change of the Nationality Law issued in the 1970’s to provide for the equal rights of women married to foreigners to give Egyptian nationality to their children.

While men gave Egyptian nationality to their children automatically and unconditionally, women married to foreigners did not have this right.

A campaign was started in the 1980’s and she led and backed specific activities intended to mobilize public opinion and put pressure for change. This included seminars, conferences, TV programs, producing films and video tapes of real life cases of Egyptian mothers and children suffering due to deprivation from Egyptian nationality. She also started and supported pro bono cases before the courts, aiming at reaching the Supreme Constitutional Court to rule that the relevant Nationality Law provisions were unconstitutional and in breach of Article 40 of the Constitution on equality before the law, without discrimination based on race, colour, sex, religion or creed.

She participated intensively in all the Women’s national conferences in the 1990’s and campaigned for women’s rights to equality under the Nationality Law and Family Law.

In 2000, she was appointed as member of the National Council for Women (NCW). As such, her campaign developed and she wrote memoranda supporting this case within this instrumental institution to help rally political support for it.

The NCW support in addition to the NGO activities were successful in obtaining political support. As a member of the drafting committee, she helped achieve a successful end to this 19 years struggle and a new law was issued in June 2004 giving equal rights to women in giving nationality to their children automatically and unconditionally.

3. **The Family Courts Campaign**

In addition to Law 1 of 2000, she joined a campaign in the late 1990’s for establishing specialized new family courts that would provide a family friendly environment and alternative dispute resolution mechanisms in family law disputes. The Ministry of Justice announced a draft law that did not achieve the social objectives intended by the campaign. She drafted memoranda and spoke in conferences and meetings criticizing this draft law aggressively and providing alternatives and arguments. As a result, many changes were introduced to the draft law and she was appointed as a member of the drafting committee in early 2004. The new law was successfully passed in June 2004. At the same time, one of her old struggles was also successfully resolved through establishment of a fund by law, to provide resources to Nasser Social Bank to enforce and pay alimony and financial maintenance judgments to women and children out of this fund, and then take recovery action against defaulting husbands.

She is now coordinating, as a member of NCW Family Courts Committee, efforts to monitor implementation of this law and train all human resources working in Family Courts. She has also co-drafted an amendment to the Family Courts Law, as a member of NCW Legislative Committee, to remedy certain deficiencies recognized through implementation of the Law.

4. **A New Family Law**

Although much progress has been achieved (Law 1 of 2000 and the Family Courts Law 10 of 2004 and Family Insurance Law 11 of 2004), the substantive rules of Family Law passed in the 1920’s and substantively amended only once in 1985, require, in her opinion, another revolution. Mona Zulficar has been working and

writing during the last few years on a campaign for a new Family Law that would modernize the legal environment, take stock of the social changes in women's status during the last century and provide for a more open and liberal vision for the future.

She has advocated, in this campaign, raising the age of maternal custody of children to 15 years equally for both boys and girls, to be extended by the court in the best interest of the children, which was in fact passed as amendment to the Law in 2006, and also advocated making polygamy subject to a prior court permission, as a further step in the right direction, following the right already gained to put a restrictive condition in the Marriage Contract. She is also advocating making this law a unified law for all Egyptians, Moslems and Copts, while providing for two exceptional provisions for Copts in relation to divorce and polygamy.

Her plans include launching this campaign vigorously through the NGO Community in 2008 and beyond.

5. Human Rights

5.1 Probono Cases

Mona Zulficar has volunteered to initiate court action and defend human rights cases on a probono basis during the last 20 years.

Some of her successful cases include:

a) **Defense of the Ministry of Health decree of 1996 banning female genital cutting:**

This was a challenge before the Administrative Courts brought by a group of fundamental doctors against the decree by the Ministry of Health banning female genital cutting, on grounds that such decree was a violation of Sharia Law. She joined the defense of this decree on behalf of three NGOs, including Women's Health Improvement Association which she currently chairs, and succeeded to help obtain a final court judgment upholding the decree in 1998. As such, female genital cutting is now banned by law and the relevant decree became immune to any challenges. In 2007, in response to the death of a girl child while undergoing circumcision, the Minister of Health issued a further decree prohibiting this practice in absolute terms and the Government started a media campaign to raise awareness, Mona Zulficar volunteered to represent the family of the deceased girl child before the courts.

b) **Defense of Professor Nasr Abu Zeid:**

This was the case filed by a fundamentalist group against Prof. Abu Zeid requesting the Court to divorce him from his wife on grounds of apostasy, as allegedly demonstrated by his research and books, including his books on "The Understanding of the Text" and "A Critique of the Religious Discourse".

Upon issue of a disastrous final judgment divorcing Prof. Abu Zeid from his wife, Professor Ibtihal Younes, against their will, Mona decided to interfere in this case and founded a coalition of prominent lawyers and professors of law to take the case to the Supreme Court. She coordinated the coalition and the defense. However, she also advocated a change in procedural law to close a loophole allowing for such cases to be admitted. This amendment was in fact introduced to the Procedural Law in May 1995. However, unfortunately, the Supreme Court did not recognize it and upheld the divorce judgment in August 1995.

Mona Zulficar continued the struggle and succeeded with her coalition to suspend the divorce judgment permanently. She has since then been fighting in the courts to obtain substantive judgments condemning or effectively canceling the divorce judgment, not only to defend the stability of the Abu Zeid's marriage, but also to establish human rights principles of freedom to marry and form a family, freedom of opinion, of expression and research.

5.2 Campaign for the New NGO Law:

In addition, Mona Zulficar has played an instrumental role in advocating the issue of a new liberal NGO law since the early 1990's and spearheaded the NGO campaign and initiated negotiations with the Government, which physically started in her office in 1998 and which culminated in the issue of the new NGO Law passed in 1999. This law was reissued in 2002 with a few set backs, after it was ruled unconstitutional by the Supreme Constitutional Court because it ignored the jurisdiction of the Administrative Courts. Mona Zulficar has since 2002 been campaigning and has written extensively advocating further legal reform to eliminate certain restrictive provisions and empower the NGO community.

5.3 Campaign for the Establishment of the National Council for Human Rights:

Since the late 1990's, Mona Zulficar started advocating the establishment of a national council for human rights based on the Paris Principles. In 2002, she convened meetings with a large group of human rights NGOs and built consensus over demands by the NGO community to establish the council. She was delegated by the group to write to President Mubarak and present their case. She wrote to the President and negotiated with the Government. As a result, a law establishing the National Council for Human Rights was passed in 2003, consistent with the Paris Principles. Further, she has advocated and succeeded in helping establish an Ombudswoman's office at NCW since 2001 where she chaired the steering committee during the initial stages, and an Ombudsman's office at the National Council for Human Rights in 2005, where she also led the efforts for establishment and funding.

5.4 Equal Opportunity and Non Discrimination Law:

Mona Zulficar has advocated the inclusion of the principle of citizenship as the core basis of the relationship between Egyptian citizens and the State. This was included in Article (1) of the Constitution pursuant to the 2007 amendments.

She also spearheaded the activities of the National Council for Human Rights to eliminate the data on "religion" of citizens from identification documents and actively participated in drafting the proposed unified law on building and repair of buildings allocated for prayers, such as churches and mosques or otherwise.

Recently in the context of NCHR's international conference on the Rights of Citizenship in December 2007, she has drafted and presented a concept paper on the need for a new law on "Equal Opportunity and Non Discrimination". She plans to campaign vigorously for the issue of this Law in 2008 and beyond.

Mr. Bernard Andrew Nyamwaya Mudho
(Nominated by the Government of Kenya)

402 Colony Drive, Hartsdale, NY 10583

Telefax: +1 914 997 8862; Cell phone: +1 914 498 8862

E-mail: banmudho@yahoo.com

Profession	International Lawyer and a senior member of the Kenya Bar Enrolled as Advocate of the High Court of Kenya, 1971 Appointed a Commissioner of Oaths, 1974
Professional Membership	Law Society of Kenya since 1971 Environmental Law Commission, International Union for the Conservation of Nature
Education	Colombia University School of Law New York, NY Master of Laws (LL.M.), 1973
	Kenya School of Law Nairobi, Kenya Post-Graduate Diploma in Law, 1971
	University of Dar es Salaam Dar-es-Salaam, Tanzania Bachelor of Laws (LL.B.) degree, 1969
Expertise	Over 25 years work experience in multilateral diplomacy and public policy; International Development and Humanitarian Legal issues; Gender; Governance and Human Rights; Environment; Foreign Trade and Debt; Legal Drafting; Business Negotiations & Mediation.
Skills Experience	Windows XP and Office, Westlaw, Lexis-Nexis, Certificate in Diplomacy.
Mar. 2008–to present	An active and committed current member of the United Nations Human Rights Council Advisory Committee Elected Member of the United Nations Human Rights Council Advisory Committee in March 2008 for a term of two years
Nov. 2001–Nov.2007	Independent Expert of the United Nations Commission on Human Rights on the effects of Economic reform policies and foreign on the full enjoyment of all human rights
Jan. 1999–Mar. 2005	Occasional consulting assignments with the United Nations and International Organizations and Specialized Agencies. Assignments undertaken have included: Evaluation of capacity building and human rights projects in Africa sponsored by the United Nations Development Programme and Office of the High Commissioner for Human Rights; Capacity Building in for the post-conflict peace-building and development in the Horn of Africa; World Bank-sponsored Kenya Assessment Study: Corruption in the Justice System, Nairobi, 1999 Sole practitioner while in Kenya through Mudho & Co. Advocates, Nairobi, Kenya Ministry of Foreign Affairs, Republic of Kenya
Jan.–Aug. 1998	Deputy Secretary/Chief Legal Officer Nairobi, Kenya Oversight of legal affairs; negotiated, drafted, and implemented regional and international agreements and treaties; provided legal advice on international development cooperation issues and negotiated bilateral and regional agreements.
Oct. 1992–Jan. 1998	Deputy Head of Mission & Head of Chancery Brussels, Belgium Embassy of Kenya, Belgium, Luxembourg & the European Union Managed bilateral and multilateral relations for Kenya; researched and negotiated bilateral and multilateral development issues on liberalization and globalization trends, regional

- economic and political integration; health, gender, poverty eradication, governance, and human rights.
- Jan. 1989–Oct. 1992 **Deputy Secretary & Head, Legal Division** Nairobi, Kenya
 Managed bilateral, regional and international political, economic and social issues with the Middle East, Europe and the Commonwealth; developed a small unit into a fully-fledged division staffed with over a dozen lawyers; Visiting Lecturer, Institute of Diplomacy & International Law, University of Nairobi.
- Jul. 1984–Dec. 1988 **Deputy Head of Mission and Head of Chancery** New York, USA
 Permanent Mission of Kenya to the United Nations
 Managed international relations; Legal Advisor; Alternative Representative to the General Assembly; the Security Council and other main Committees of the United Nations, in particular Kenyan Representative to the Committee on Budgetary, Administrative and Personnel Questions; Chairman, United Nations Committee on Conferences.
- Sept. 1977–Jun. 1984 **Under Secretary/Head, Legal Division** Nairobi, Kenya
 Managed all legal advisory services of the Ministry of Foreign Affairs in General, in particular the interpretation and implementation of the Kenya Privileges And Immunities Act and other legal instruments concluded between Kenya and Other States and International Organizations based in Kenya.
- Sept. 1974–Jun.1977 **First Secretary/Senior Legal Officer** London, United Kingdom
 Kenya High Commission
 Legal Advisor to the Ambassador on bilateral agreements and diplomatic protocols, including Commonwealth arrangements and institutions.

References: Available upon request.

Mr. Alfred Ntunduguru Karokora
(Nominated by the Government of Uganda)

Name: Justice Alfred Karokora (RTD)
 Address: P O Box 25636, Kampala
 Telephone: +256772563491/+256701563491
 Date of Birth: 05th November 1936
 Place of Birth: Bushenyi
 Nationality: Ugandan
 Marital Status: Married
 Mailing Address: C/o Ms Munanura, Mugabi & Co Advocates
 P O Box 25636
 Kampala

PROFILE

Justice Alfred Karokora (Emeritus) has over 43 straight and uninterrupted years as a career Judicial Officer with vast experience on the bench. His candid dedication to the cause of and commitment to Justice for all is embodied in his 43 years of service on the Bench.

EDUCATIONAL QUALIFICATIONS

1959–1962 Mulago Hospital Para Medical School (Pharmacy)
 1967 Nsamizi Law School-Lay Magistrates Diploma Course
 1970–1972 Makerere University Kampala (LLB Hons)
 1972–1973 Law Development Centre (Post Graduate Diploma-Legal Practice)

PROFESSIONAL AFFILIATION

2003 Member, Judicial Service Commission during which tenure, I contributed to the selection and recruitment of Judicial Officers in Uganda
 Member-International Association of Refugee Law Judges where I represented Judiciary and the country at various Judicial conferences

EMPLOYMENT RECORD

1959 Mulago Hospital Paramedical School-I did Pharmacy and qualified as a Dispenser
 1963–1967 Joined then Ankole Kingdom governance. During that tenure I also underwent in-service training by Senior Magistrates in the Kingdoms Chief Judge's Chambers.
 1978–1980 Promoted to the rank of Chief Magistrate (Handled all Civil and Criminal matters which were above the Jurisdiction of Grade One Magistrates, inclusive of appeals from Lay Magistrates).
 1981–1982 Appointed Ag. Judge of the High Court of Uganda
 1984 Confirmed as a Judge of the High Court of Uganda
 1996–2006 Appointed Justice of the Supreme Court of Uganda where I greatly contributed to the development of Jurisprudence in Uganda.
 Nov. 2006 Retired from the Judiciary in Uganda after serving 43 years.

2008 – to date Currently serving as an ARBITRATOR with the Centre for Arbitration and Dispute Resolution (CADER)

Legal Consultant: Training of Judges of Government of Southern Sudan on the newly adopted Common Law Legal system, with particular emphasis on Human Rights.

Mr. Shigeki Sakamoto
(Nominated by the Government of Japan)

Professor of International Law, Graduate School of Law at Kobe University
Rokkodai-cho 2-1, Nada-Ku, Kobe City, Hyogo 657-8501, JAPAN
Tel:+81-78-803-6795 Fax: +81-78-803-6753
E-mail: sakamoto@kobe-u-ac-jp

CURRENT UN APPOINTMENT

2008 – Present Member of the Advisory Committee of the UN Human Rights Council

CURRENT ACADEMIC APPOINTMENT

2003 – Present Professor of International Law, Graduate School of Law, Kobe University

2004 – Present Professor of International Law, Law School, Kobe University

CURRENT UNIVERSITY ADMINISTRATIVE APPOINTMENTS

Director, International Exchange Program with Foreign Universities

COURSES CURRENTLY TAUGHT

International Law, International Law Seminar, International Human Rights, Doctoral Thesis Seminar and PhD Thesis Supervision

PREVIOUS ACADEMIC APPOINTMENTS

Faculty of Law and Letters, University of Ryukyus, JAPAN

Associate Professor of International Law, 1978–1991

School of Law, University of Michigan, United States of America

Visiting Research Scholar 1986–1987

Faculty of Law, Kansai University, JAPAN

Professor of International Law, 1991–2003

LEGAL CONSULTING ACTIVITIES

Between 1999–2000, a counsel for the Japanese Government in the case of Southern Bluefin Tuna between Australia/N.Z and Japan.

EDUCATION

LL.M. (International Law) Kansai University, 1976

Doctor of Laws (International Law) Kobe University, 2007

NATIONAL ACADEMIC SERVICES

2003 – Present Standing Director of Japanese Society of International Law

2006 – Present President of Japanese Association of International Human Rights Law

2009 – Present President of Japanese Institute for the Law of the Sea

2009 – Present Management Director of Japanese Association of World Law

2004 – Present Director of Division of International Human Rights, Kyoto Human Rights Institute

INTERNATIONAL ACADEMIC SERVICES

2007 – Present Member of International Committee of “Non-State Actor” in the International Law Association

AWARD RECEIVED

In 2005 He received the award of ADACHI Mineichiro (late ex-President of PCIJ) in Japan

PUBLICATIONS

Continuing Editorship:

Journal

Editor-in-Chief, The Journal of International Law and Diplomacy (Japanese Society of International Law) (2006–Present)

Member of Editorial Board, Japanese Annual of International Law (Japan Branch of International Law Association) (1997–Present)

Editor-in-Chief, Human Rights International (Japanese Association of International Human Rights Law) (2000–2003)

Editor-in-Chief, Yearbook of World Law (The Japanese Association of World Law) (2002–2005)

Books

Current Issues of International Lawmaking, (Yushindo, 2009) (editor)

International Human Rights Law, (Shinzansha, 2008) (co-author)

International Law, 5th ed., (Yuhikaku, 2007) (co-author)

Basic Documents of International Law 2007, (Toshindo, 2007) (co-author)

International Human Rights and Constitution, (Shinzansha, 2007) (co-author)

International Human Rights-Law Making and Developments, (Shinzansha, 2007) (co-editor)

Law School Casebook International Human Rights, (Nihonhyouronsha, 2006) (co-author)

Casebook on International Law, 2nd ed., (Toshindo, 2006) (co-author)

International Instruments on Human Rights, 3rd ed. (Toshindo, 2005) (co-editor)

Theory and Practice of the Law of Treaties, (Toshindo, 2004)

Human Rights and Peace in the International Society in the 21st Century, (Toshindo, 2003) (co-author)

New Century of International Human Rights and International Humanitarian Law, (Toshindo, 2001)

(And more than 10 other books published in Japanese since 1990)

Journal Articles:

“The Interpretive Authority of the Treaty Body-focusing on Article 2(1) of ICCPR”, in Shigeki Sakamoto (ed.), Current Issues of International Lawmaking, (Yushindo, 2009), 137–163 (in Japanese)

“Japan-China Dispute over Maritime Boundary Delimitation-From a Japanese Perspective”, Japanese Yearbook of International Law, Vol. 51 (2008), 98–118 (in English)

“The Dispute Settlement Function of the Individual Communication System”, in Yukio Shimada et al., (eds.), Diversification of International Disputes and Its Legal Management, (Shinzansha, 2007), 33–36 (in Japanese)

- “The Evolving Interpretation of International Instruments on Human Rights and Its Pitfall”, in Shigeki Sakamoto et al., (eds.), *International Human Rights and Constitutional Law*, (Shinzansha, 2007), 149–181 (in Japanese)
- “New Obligations on the States Having Abolished the Death Penalty: Significance of *Judge v. Canada*”, *The Bulletin of Kyoto Human Rights Research Institute*, No. 11 (2006) 1–26 (in Japanese)
- “The Characteristic and Effectiveness of the Law of Armed Conflict” in Shinya Murase and Akira Mayama (eds.), *International Law of Armed Conflict* (Toshindo, 2004), 29–57 (in Japanese)
- “Proliferation Security Initiative and International Law”, *Jurists*, No. 1279 (2004) 52–62 (in Japanese)
- “A Study on Reception of International Law in Modern Japan-on Comparison between Japan and Korea”, *Law Review of Kansai University*, vol. 54, No. 1 (2004) 50–81 (in Japanese)
- “Interim Measures in the Individual Communication-Focusing on the Practice of the Human Rights Committee”, *Kobe Law Review*, vol. 53, No. 4 (2004) 1–41 (in Japanese)
- “The Unsettled Issue of ‘Southern Bluefin Tuna Case’: Can Precautionary Principle Apply to High Seas Fisheries” in Chi Carmody and Yuji Iwasawa (eds.), *Trilateral Perspectives on International Leal Issues: Conflict and Coherence*, *American Society of International Law* (2003) 369–375 (in English)
- “A Study on Cases of Communication from Individual in Trinidad and Togo-from a Viewpoint of Follow-up System”, *The Bulletin of Kyoto Human Rights Research Institute*, No. 7 (2003) 85–122 (in Japanese)
- “Myth and Reality of Treaty Interpretation-What does the end of conflicting doctrine of interpretation mean?”, *Yearbook of World Law (The Japanese Association of World Law)*, No. 22 (2003), 30–61 (in Japanese)
- “Right to Enter ‘His Own Country’-Controversy over the Interpretation of Article 12(4) of ICPR”, in Shigeki Sakamoto et al., (eds.) *New Century of International Human Rights and International Humanitarian Law*, (Toshindo, 2001) 149–196 (in Japanese)
- “Light and Shadow in 1905-Tracing the History of Study of the Law of Treaties in Japan”, *Centennial Anniversary of the Founding of the Japanese Society of International Law*, vol. 1 (Sanseido, 2001) 182–206 (in Japanese)
- “Interplay between the Law of State Responsibility and the Law of Treaties”, *Law Review of Kansai University*, vol. 51, No. 2.3 (2001) 50–81 (in Japanese)
- “Significance of the New Japanese-Korean Fisheries Agreement-in Search for Conservation of the Living Resources”, *Seoul International Law Journal*, vol. 6, No. 1 (1999), 45–66 (in Hangeul)
- “The Validity of the Japanese-Korea Protectorate Treaty”, *Kansai University Review of Law and Politics*, No. 18 (1996) 45–94 (in English)
- (And more than 40 other articles published in Japanese since 1978)

Ms. Chinsung Chung

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Department of Sociology, Seoul National University
 Shillim-dong, Kwanak-ku, Seoul, 151-742 Korea
 Tel: 82-2-880-6415 / Fax: 82-2-873-3799
 E-mail: chungcs@snu.ac.kr / chungcs53@hotmail.com

EDUCATION

- 1978–1984 The University of Chicago, USA (Ph.D. in Sociology)
 1976–1978 Graduate School of Sociology, Seoul National University (MA)
 1972–1976 Department of Sociology, Seoul National University (BA)

ACADEMIC EXPERIENCE

- 1996– Associate Professor, Professor, Department of Sociology, Seoul National University
 2009–2010 President, Women Faculty Council, Seoul National University
 2007–2009 Director, Institute for Social Development and Policy Research, SNU
 2004–2006 Director, Institute of Gender Research, SNU
 Chair, Graduate Program for Gender Studies, SNU
 2002–2008 Member, Gender Equality Committee, Asia Institute of Technology (Thailand)
 2003–2003 Visiting Professor, Institute of Social Science, University of Tokyo
 2002–2003 Visiting Scholar, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University
 2000–2002 Chair, Department of Sociology, SNU
 2000–2002 Member of Committee for Joint-Degree Project, SNU
 2001 Vice-president, Korean National Association for Women's Studies
 1999–2002 Director, Graduate Program of Gender Studies, SNU
 1999–2001 Member of Committee for Development, College of Social Sciences
 1996–1996 Visiting Scholar, Department of Sociology, University of Bristol, England
 1997–1999 Director of Graduate Program, Department of Sociology, SNU
 1989–1990 Visiting Scholar, Institute of Social Sciences, Tokyo University, Tokyo
 1985–1996 Assistant Professor, Associate Professor,
 Department of Sociology, Duksung Women's University, Seoul
 1987–1988 Chair, Department of Sociology, Duksung Women's University

HUMAN RIGHTS ACTIVITIES**NGO**

- 2005– President, *Korea Center for United Nations Human Rights Policy*
 2005– Member, *Korean House for International Solidarity*
 2004 Speaker, *Asian regional conference for immigrant workers in Seoul*
 2003 Fellow, *Asian Leadership Fellow Program*, International House of Japan
 2003 Speaker on impunity, *World Social Forum* in Porto Alegre, Brazil
 2001–2002 Co-representative, *Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan*
 2001– Member of Managing Committee, *Korean Institute for Social Movement Research*
 2000– Advisor, *People's Solidarity for Participatory Democracy*
 2000– Member of a Board of Trustee, *Korean Institute of Gender Research*
 1999– Member of a Board of Trustee, *Korean Institute for Women's Social Education*
 1999– Advisor to Nokeunri victims organization
 1995–2000 Advisor, Policy Committee of YWCA
 1993 Member of Korean preparatory committee, Vienna World Conference on Human Rights
 1989–1990 Activist for foreign illegal workers rights and other minority rights movements in Japan
 1987–1995 Activist for administrative reform movement at Duksung Women's University
 1985– Activist for feminist cultural publication NGO, *Alternate Culture*
 1977–1978 Staff, Public relations department, *Korean National Council of Churches (KNCC)*
 1972–1978 Teacher for economically challenged children's night schools
 Activist for student movements for social democratization, for farmers and workers' rights, for urban

disadvantaged rights, etc.

UN

- 2008– Member of the Advisory Committee of the UN Human Rights Council
 2004–2006 Member of the UN Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights
 2000–2004 Alternate Member of the UN Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights

Government (Major one)

- 2009– Member of Advisory Committee for Foreign Policy, Ministry of Foreign Affairs and Trade
 2007– Member of Korea-Japan Joint History Research Committee
 2006–2008 Member of Presidential Committee on Government Innovation and Decentralization
 2004–2008 Member of Advisory Committee for Reunification Policy, Ministry of Unification
 2004–2007 Member of Advisory Committee for Forcible Mobilization, Office of the Prime Minister
 2006–2007 Member of Advisory Committee for Policy, Ministry of Justice
 2000–2002 Member of Advisory Committee on Recovery and Cooperation of the People Involved in Democratization Movements
 2000–2002 Member of Advisory Committee for Policies for Women, Ministry of Public Health and Welfare
 1999–2001 Member of Advisory Committee for Communication and Cooperation between South and North Korea, Ministry of Unification
 1999–2000 Member of Advisory Committee for Nokeunri Incident (Civilian massacre incident during Korean War), Office of Policy Coordination, Prime Minister’s Office
 1999–2002 Member of a Committee for Alleviation of Control, Ministry of Education
 1994–2001 Member of Inquiry Committee for Supporting Former Comfort Women, Ministry of Public Health and Welfare

SELECTED PUBLICATIONS ON HUMAN RIGHTS

- 2009 “Toward a multi-cultural society” in *Social Trend of Korea* (Seoul National University Press).
 2009 “Integrating the human rights of women throughout the United Nations system” Draft Guidelines on methods to operationalize gender mainstreaming, including action-oriented mechanisms, Prepared by Ms. Chinsung Chung, Ms. Mona Zulficar, Ms. Purificacion V. Quisumbing, Mr. Ansar Ahmed Burney and Mr. Shigeki Sakamoto (A/HRC/AC/2/CRP.4)
 2008 “Cosmopolitanization and the possibility of multicultural society.” Presented for Global Academy for Neo-Renaissance, Kyung Hee University. <Beyond Risk Society: Reflections from East Asia>
 2008 *Japanese Military Sexual Slavery* (Tokyo: Ronsosha)
 2007 “Ethnic schools of Koreans in Japan” A report submitted to Korea Foundation for Overseas Koreans.
 2007 “Discourses of the Japanese right wing groups and the Japanese government’s approach to the “Comfort Women” in Barbara Drink & Chung-noh Gross eds., *Forced Prostitution in Times of War and Peace* (Bielefeld: Klein Verlag): 181–200.
 2007 “National Human Rights Institutions and the UN Advisory Committee,” National Human Rights Commission of Korea, *The Role of NHRIs in the Newly Established UN Human Rights Mechanisms*: 64–84.
 2007 “Globalization and Gendered Migration,” Paper presented at the International Conference on Marriage Migration organized by Institute of Gender Studies, Seoul National University.
 2006 “The Challenges of Women’s Participation in Policies and Strategies to Combat Poverty and Extreme Poverty,” Working paper submitted to the United Nations, Human Rights Council, Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights, The Social Forum (A/HRC/Sub.1/58/SF/3).
 2006 “Bilateral and Multilateral Economic Agreements and Their Impact on Human Rights of the Beneficiaries,” Working paper submitted to the United Nations Human Rights Council, Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights (with Florizelle O’Connor).(A/HRC/Sub.1/58/CRP.8)
 2006 “Discrimination Based on Work and Descent,” Progress report submitted to the United Nations, Human Rights Council, Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights (with Yojo Yokota).(A/HRC/Sub.1/58/CRP.2)
 2004 *Japanese Military Sexual Slavery* (Seoul National University Press).
 2001 “Victims of Nokeunri Incident” Institute for Kwangju Struggle *Democracy and Human Rights* Vol. 1.

- 2001 “Irregular Female Workers in Korea” *Seounkok Nonchong* Vol. 32.
- 2001 “Women under the Financial Crisis” *Korean Demography* Vol. 24, No. 1.
- 2001 *Social Movements in Modern Japan* (Seoul:Nanam).
- 2000 “Universality and Particularity of Human Rights” Korean Human Rights Insitute ed. *Human Rights in the 21th Century* (Seoul:Hangilsa).
- 2000 “21th Century Korea Respecting Human Rights” *Theological Thought* (Seoul, Korea: Hankuk Shinhak Sasang Yunguso).
- 1998 “Peace Movements in Japan” The Center for International and Area Studies, Seoul National University (Seoul, Korea) *Kukje Jiyuk Yungu* Vol. 7, No. 1.
- 1997 “The Origin and Development of the Military Sexual Slavery Problem in Imperial Japan,” in *Positions* (Special Issue, the Comfort Women: Colonialism, War and Sex) Vol. 5, No. 1 (Duke University Press).
- 1997 *Feminism and Postmodernism* (Seoul, Korea: Hanul), translating and editing.
- 1996 Sociology in Korea and Gender Issues ISA Pre-Congress Volumes, *Sociology in East Asia and Its Struggle for Creativity* International Sociological Association.
- 1996 “Gender Bias in Social Policies, and Women’s Studies and Women’s Movements in Korea (韓國における社會政策のゲンダ-バイアスと女性學.女性運動),” in Hara Hiroko et. al., eds. *Women and Gender in Asia Pacific* (アジア.太平洋地域の女性政策と女性學) (東京:新曜社).
- 1995 “Conception of [Nation] in the Women’s Studies and Women’s Movements in Korea,” in *The Journal of Pacific Asia* Vol. 3. (Tokyo, Japan)
- 1995 “Gender Bias in Social Policies and Women’s Studies of Korea,” in *Bulletin of Institute for Women’s Studies*, No. 8, Ochanomizu University. (Tokyo, Japan).
- 1992 “Illegal Korean Workers in Japan” a paper presented at the 9th Yokohama 21st Century Forum [Age of Globalization and Foreign Workers] (Yokohama, Japan)

Mr. Vladimir Kartashkin
(Nominated by the Government of the Russian Federation)

EDUCATION

PEOPLE'S FRIENDSHIP UNIVERSITY, Moscow, Russia, Professor of International Law, 1985

INSTITUTE of STATE and LAW of the RUSSIAN ACADEMY of SCIENCES, Moscow, Russia, Doctor of Juridical Sciences, 1976

STRASBOURG UNIVERSITY, Strasbourg, French Diploma in Comparative Law, 1967

INSTITUTE of STATE and LAW of the RUSSIAN ACADEMY of SCIENCES, Moscow, Russia, PhD in international law, 1964

MOSCOW STATE UNIVERSITY, Law School, Moscow, Russia, Diploma, 1957

EMPLOYMENT

INSTITUTE of STATE and Law of the RUSSIAN ACADEMY of SCIENCES, Moscow, Russia, Principal Research Officer, since 1985

People's Friendship University, Moscow, Russia, Professor of Law, since 1985

Santa Clara University, School of Law, Santa Clara, Visiting Professor of Law, spring 1992

Cornell Law School, Ithaca, NY, Visiting Professor of Law, spring 1991

United Nations Secretariat, Legal Department, New York, Special Assistant to the UN Legal Counsel, 1979–1985

Institute of State and Law, Moscow, Russia, Senior Research Officer, 1973–1979

United Nations Secretariat, Human Rights Division, New York, Human Rights Officer, 1963–1973

Institute of State and Law, Moscow, Russia, Research Officer, 1961–1969

ACTIVITIES

The Human Rights Council Advisory Committee, Expert, since 2008

International Lawyer Journal, Moscow, Russia Editor-in-Chief, Moscow, since 2003

Centre of Education of Human Rights, Democracy and Culture of Peace, Moscow, Russia, President, since 1999

Subcommittee on the Promotion and Protection of Human Rights, Member since 1998

Russian Parliament, Moscow, Expert, 1993

Constitutional Assembly of the Russian Federation, Moscow, expert, 1993

Federation of Peace and Conciliation, Moscow, Board Member since 1993

Russian Yearbook of International Law, Moscow, Deputy Chief Editor, since 1986

Russian Association of International Law, Moscow, Executive Board Member, since 1986

PUBLICATIONS

International Mechanisms for Protection of Human Rights, Moscow, 2003 (in Russian)

Human Rights in International and National Law (in Russian), Moscow, 1995

Europe: Towards Common Legal Principles (in Russian), Moscow, 1990

Human Rights: What we argue about, Moscow, 1989

International Security and Human Rights, Moscow, 1988

International Protection of Human Rights (in Russian), Moscow, 1976

Territorial Problems of Developing Countries (in Russian), Moscow, 1965

Aggression as an International Crime (in Russian), Moscow, 1970

Contributing author

International Law Textbook for Universities (2nd edition), Moscow, 2007

Human Rights Textbook for High School, Moscow, 2007

Human Rights: Tendencies and Perspectives, Moscow, 2002

Beyond Confrontation-International Law for the Post-Cold War Era Boulder, San Francisco, Oxford, 1995

Human Rights for the 21st Century, New York, 1993

Law and Force in the New International Order, Washington, 1991

Essays in the Legal Philosophy and Theory, Hague, Netherlands, 1983

International Dimension on Human Rights, UNESCO, Paris, 1982

Author of over 280 articles published in Russia, France, Austria, Germany and the United States

LANGUAGES: Russian (native), English (fluent), French (average)

Mr. José Antonio Bengoa Cabello*
(Nominated by the Government of Chile)

Chile 19/01/1945

1. UNIVERSITY DEGREES

- BA in Philosophy and Education (1967) and MSc in Social Sciences (1969) and Anthropology in Chile (1971) and Argentina (1976)

2. NATIONAL ACTIVITIES:

2.1. Current activities

- Professor, full time, at the School of Anthropology and History of the Academy of Christian Humanism University. Santiago, Chile. Since 1992 to date
- Director of Research. National Found for Scientific and Technological development (FONDECYT). Research Program: Identity and Identities: the construction of diversity in Chile. Since 1994 to date
- President and member of the Board of the National Foundation against poverty in Chile. Since 1996 to date
- Member of the National Commission for the Bicentenary of the Republic of Chile. Nominated by the President of the Republic of Chile, Ricardo Lagos 2000–2006; Michelle Bachelet. 2006–2010
- Member of the Board of the National Foundation for the Image of Chile. Nominated by the President of the Republic of Chile, Michelle Bachelet. 2009

2.2. Main former professional activities

- National Director of the Special Commission for Indigenous peoples in Chile in charge of drafting and establishing the new indigenous law. 1990–1993
- Member of the National Commission on Historical Truth and New Deal with the Indigenous peoples in Chile. 2000–2004. Nominated by the President of the Republic
- Rector of the Christian Humanism Academy University. Santiago. Chile. 1996–2002
- Director of the School of Anthropology. UAHC. Santiago. Chile. 1992–1996
- President of World University Service Committee in Chile. 1978–1991
- Director, President of the Board and researcher at the Center for Social Studies and Education, SUR, Santiago, Chile. 1978–1990

3. HUMAN RIGHTS ACTIVITIES:

- Member of the Sub-Commission for the Promotion and Protection of Human Rights for three periods. 1994–2006
- Rapporteur on Economic, Social and Cultural Rights from 1995–2002
- The Final Report contained the proposal of establishing the Social Forum
- President Rapporteur of the Social Forum. 2003–2006
- Coordinator/ Rapporteur of the ad hoc Group of Experts on Human Rights and Extreme Poverty established by the Sub-Commission. Co-author of the Draft

* Original curriculum vitae also available in Spanish from the Secretariat.

Guiding Principles on Human Rights and Extreme, presented to the Sub-Commission in 2006 in the Final Report of the ad hoc Group of Experts

- Member of the UN Working Group on Minorities since its first session. 1995–2006
- Chairperson of the UN Working Group on Minorities. 2005–2006
- Organization of and participation in the meetings of La Ceiba, Honduras, 2003 and Chinchá, Perú, November 2005, on afro-descendants
- Member of the HRC Working Group on The Right to Food
- Participated in the Vienna World Conference on Human Rights (1993,) in the Copenhagen World Summit for Social Development (1994), seminars, country visits and other missions to Tanzania, Mali, South Africa, Zimbabwe, Morocco, Mauritius, Finland, India, and many other countries, particularly in Latin America. France. 2004. UNESCO Conference (2004), World Forum on Human Rights Nantes 2008
- Chair of the Santiago Regional Preparatory meeting for the 2001 World Conference on Racism. Participated in the Durban
- Elected member of the Advisory Committee of the Human Rights Council (2008)

4. HUMAN RIGHTS' DOCUMENTS ELABORATED:

- Minorities and self determination. Working Group on Minorities. 2004
- Minorities. Existence and recognition. WGM. 2001
- Minorities and education. WGM. 1997
- Poverty and Human Rights. Reports of the Sub-Commission's Ad Hoc Group of Experts on Extreme Poverty and Human Rights. 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 and 2006
- Income Distribution and Human Rights. Reports of the Special Rapporteur on Income Distribution and Human Rights. 1996, 1997, 1998, 1999
- Social Forum. Documents and reports of the Social Forum by the President Rapporteur
- J. Bengoa, 2002, 2003, 2004, 2005 and 2006

5. INTERNATIONAL ACADEMIC ACTIVITIES:

Visiting professor at the:

- National University in Mexico, UNAM (1980/81)
- Catholic University of Peru, (PUC) (1974, 1975)
- Pontifical Catholic University of Ecuador, Quito (1977-78)
- Indiana University, Bloomington. USA. (1997)
- Cambridge University (UK) (1998)
- Université de Paris H. IEHAL. Pablo Neruda Chair. France. 2003
- Universidad Complutense. Madrid. 2000 to 2008
- Leiden University, Netherlands, Andrés Bello Chair for Latin-American studies. 2009
- Chair Chile at the University of Salamanca, Spain. (2009)

Matters taught: Culture, Identities, Indigenous peoples, racism and related ethnics issues, poverty and human rights.

6. RECENT PUBLICATIONS:

- *Trilogy of the Bicentenary*: Three essays on Chile's economic, social, political and cultural situation
- First Volume: *The lost community*. Identity and Culture, challenges of modernization in Chile
- Second Volume: *The claimed Community*; Identities, Utopias and memories in the Chilean society
- Third Volume: *The fragmented Community*: Nation and inequality in Chile. Santiago. Catalonia Editorial. November 2009
- *History of the mapuche people*. Santiago. Chile
- First edition. 1985. 8th and last edition. 2008. Editorial Sur and Editorial Lom
- *The ancient mapuches of the South*. Santiago. 2003. Catalonia Ed. Santiago. Second Edition. 2007. Literature award Santiago Municipality, 2004
- *The emergency of the indigenous peoples in Latin America*. Fondo de Cultura Económica México/Santiago. 2000. Second Edition. 2007
- *The history of a conflict*. The mapuche people and the national state during the XX century. Planeta. Santiago. First edition, 2000 and second edition, 2003. Third Edition. 2007
- *Inequalities*. The Chilean society during the last decade. Santiago. 2001
- *The Treaty of Quilin*. Catalonia. 2007. Altazor Award. 2008

7. AWARDS:

- National Award for tolerance and fight against racism. Chile. 2002
- Guggenheim Award. John Guggenheim Foundation. 2003
- Literature Award of the Santiago Municipality, 2007 for *The claimed community*
- Memories, utopias and identity in the Chilean society. Santiago. 2006

8. LANGUAGES:

- Spanish, mother tongue
- English (fluent in speaking, reading and writing)
- French (fluent in speaking, reading and writing)

Mr. Wolfgang Stefan Heinz
(Nominated by the Government of Germany)

German

Born on 21 June 1953 in Berlin

Website: www.wsheinz.de

University Education:

Diploma (M.A.) in Psychology, 1978

Diploma (M.A.) in Political Science, 1979

Dr. phil. in Political Science, 1984

Habilitation in Political Science, 2000

Languages:

English, Spanish, German, French

Present positions:

- Senior lecturer in Political Science (International Relations, Comparative Politics) at the Free University Berlin, part-time

- Senior researcher and policy adviser at the German Institute for Human Rights, a national human rights institution according to the Paris Principles

- Membership in professional organisations: German Society for Political Science

Experience in Human Rights, *inter alia*:

- Member of the UN Human Rights Council Advisory Committee since 2008, chair of the drafting groups on rules of procedures and missing persons in armed conflict

- Member of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, CPT (Council of Europe), elected for 2005–2013

- Former member of the Advisory Council on Human Rights of the German Lutheran Church

- Human Rights work for the last 25 years in NGOs, NHRI, academic work

- Cooperating/consultancy work for governments, parliamentary institutions and international organisations

Human rights work experience in the following countries:

Argentina, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Chad, Chile, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Germany, Guatemala, India, Japan, Kenya, Mali, Nepal, Nigeria, Peru, Russian Federation, Switzerland, Tunisia, Uganda, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Zimbabwe

Professional activities, *inter alia*:

- Research work on Latin America and Southeast Asia

- Consultancy work for state and private agencies in the field of international politics and development co-operation

- During 9 months academic researcher at the German Development Institute which advises the German Ministry for Development Co-operation

- During 8 months programme officer at Development Policy Forum of the German Foundation for International Development in Berlin

- Participated in various meetings of the Arab-European Dialogue of National Human Rights Institutions

Consultancy work/co-operation with German Federal Foreign Office, German Ministry for Development Co-operation, GTZ, Amnesty International, Konrad Adenauer Foundation, Friedrich Ebert Foundation, Friedrich Naumann Foundation, Heinrich Böll Foundation, Human Rights desk of the German Lutheran Church, OECD, IRELA, etc.

Publications (selection)

More than 200 publications, among them:

2009

Terrorismusbekämpfung und Schutz der Menschenrechte. Strategien in den USA, Großbritannien und Deutschland, in: Wolbert K. Smidt, Ulrike Poppe (eds.), *Fehlbare Staatsgewalt. Sicherheit im Widerstreit mit Ethik und Bürgerfreiheit*, Münster: Lit-Verlag, April 2009, pp. 39–72

(The Fight against Terrorism and Protection of Human Rights in the United States, United Kingdom and Germany)

German Unification, in: David P. Forsythe (ed.), *Encyclopedia of Human Rights*, vol. 2: Democracy Promotion, Oxford: Oxford University Press, 2009, pp. 305–311

(co-author) *European Union Human Rights and CSFP Policy in 2008*, in: *European Yearbook on Human Rights 2009*, Antwerp 2009, pp. 85–97

(co-author) *UN-Friedensoperationen und Menschenrechte*, Berlin: Deutsches Institut für Menschenrechte, 2009
online: (http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/uploads/tx_commerce/essay_no_10_unfriedensoperationen_und_mr.pdf)

(UN Peace Operations and Human Rights)

2008

Wahrheitskommissionen in Lateinamerika, in: Anne Huffs Schmidt et al. (Hrsg.) *Jahrbuch Lateinamerika 32. Erinnerung Macht Gegenwart. Analysen und Berichte*, Münster 2008, pp. 51–65

(Truth Commissions in Latin America)

Das neue internationale Übereinkommen zum Schutz aller Personen vor dem Verschwindenlassen, Berlin: Deutsches Institut für Menschenrechte, 2008

(online: http://files.institut-fuermenschenrechte.de/488/d77_v1_file_4994281b5bb18_essay_uebereinkommen_zum_schutz_

[de/488/d77_v1_file_4994281b5bb18_essay_uebereinkommen_zum_schutz_](http://files.institut-fuermenschenrechte.de/488/d77_v1_file_4994281b5bb18_essay_uebereinkommen_zum_schutz_)
[aller_personen_vor_dem_verschwindenlassen.pdf](http://files.institut-fuermenschenrechte.de/488/d77_v1_file_4994281b5bb18_essay_uebereinkommen_zum_schutz_))

(The new International Convention for the Protection of all Persons from Enforced Disappearance)

2007

Germany. *State Responses to Terrorist Challenges and Human Rights*, in: Brysk, Alison/Shafir, Gershon (eds.), *National Insecurity and Human Rights: Democracies debate Counterterrorism*, Berkeley: University of California Press, 2007, pp. 259–286

Terrorismusbekämpfung und Menschenrechtsschutz in Europa. Exemplarische Fragestellungen. Berlin: Deutsches Institut für Menschenrechte, 2007

(European Human Rights Protection and the fight against terrorism)

(www.institut-fuer-menschenrechte.de/sl.php?id=191)

Deutsche Menschenrechtspolitik, in: Jäger, Thomas / Höse, Alexander / Oppermann, Kai (eds.), *Deutsche Außenpolitik, Sicherheit, Wohlfahrt, Institutionen und Normen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, pp. 527–546

(German Foreign Policy and Human Rights)

Der Interamerikanische Menschenrechtsschutz, in: Nicole Janz/Thomas Risse (eds.), *Menschenrechte Globale Dimensionen eines universellen Anspruchs* Baden-Baden: Nomos Verlag, 2007, pp. 81–99 (The Inter-American Human Rights System)

2006

Von der UN-Menschenrechtskommission zum UN-Menschenrechtsrat, in: *Die Friedenswarte*, Nr. 1–2, Bd. 81, 2006, pp. 129–144

(From the UN Commission on Human Rights to the Human Rights Council)

EU's External Relations and Human Rights, in: Brosig, Malte (ed.), *Human Rights in Europe. A Fragmented Regime?*, Frankfurt/M.: Peter Lang, 2006, pp. 184–204

Ban on Torture: Europe's Responsibility, in: *Development and Cooperation*, Nr. 1, 2006, p. 40

2005

(with Jan-Michel Arend) *The International Fight against Terrorism and the Protection of Human Rights*, Berlin: German Institute for Human Rights, 2005

Von der Sklaverei zum Menschenhandel, in: Elisabeth Herrmann–Otto (ed.), *Unfreie Arbeits- und Lebensverhältnisse von der Antike bis in die Gegenwart. Eine Einführung (Reihe „Sklaverei — Knechtschaft — Zwangsarbeit“*

Untersuchungen zur Sozial-, Rechts- und Literaturgeschichte), Hildesheim u.a. 2005, pp. 298–314

(From slavery to trafficking in human beings)

2004

Sinn und Nutzen eines Individualbeschwerdeverfahrens zum Sozialpakt. Allgemeine Erfahrungen mit den VN-Vertragsorganen

(<http://www.menschenrechte.org/beitraege/WSK/wsk002.htm>)

(ESC rights and a new individual complaint mechanism)

Collective International Responsibility in the Full Realization of Human Rights Through International Cooperation. The U.N. Mechanisms and Regional Systems. State Reporting to UN Bodies: Experience in Germany, in: Danish Institute for Human Rights (ed.), Administration of Justice and Promotion of International Cooperation and Solidarity in the Field of Human Rights. Collected Papers from the Fourth Roundtable under the EU-Iran Human Rights Dialogue, Tehran, 14–15 June 2004, Copenhagen 2004, pp. 21–30 (English und Farsi)

State Reporting to United Nations Human Rights Bodies: The Experience in Germany, in: International Studies Journal (Tehran, Iran) vol. 1, Nr. 2, 2004, pp. 23–32 (English und Farsi)

Zu Auslandseinsätzen der Bundeswehr in der Terrorismusbekämpfung. Analysen und Empfehlungen aus der Sicht des internationalen Menschenrechtsschutzes, in: Fleck, Dieter (ed.), Rechtsfragen der Terrorismusbekämpfung durch Streitkräfte Legal Issues of Military Counter-Terrorist Operations with English Executive Summary, Baden-Baden 2004, pp. 67–99

(http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/webcom/show_article.php/_c-540/i.html)

(Foreign military operations of the German military and human rights)

Die Menschenrechtsorientierung in der Entwicklungszusammenarbeit der Europäischen Union. Anspruch und Wirklichkeit, in: Ulla Selchow/Franz-Josef Hutter (eds.), Menschenrechte und Entwicklungszusammenarbeit. Anspruch und Wirklichkeit, Wiesbaden 2004, pp. 69–86

(Human Rights and EU Development Policy)

Os Direitos Humanos e a sua Proteção na Alemanha, in: Maria Auxiliadora Minahim (ed.), A inviolabilidade da Identidade Humana. Anais do Seminário Brasil-Alemanha, San Salvador/Bahia 2004, Goethe Institut/UNIME Direito, pp. 9–33

(Human Rights Protection in Germany)

Direitos Humanos e Genética Humana, in: Maria Auxiliadora Minahim (ed.), A inviolabilidade da Identidade Humana. Anais do Seminário Brasil-Alemanha, San Salvador/Bahia 2004, Goethe Institut/UNIME Direito, pp. 161–227

(Human Rights and Bioethics)

(with Jochen Motte) eds., Human Rights on the Defensive? The Future of the Commission on Human Rights in the Context of United Nations Human Rights Protection, Berlin 2004

(co-author) Internationale Terrorismusbekämpfung und Menschenrechte 2002/03; 2003/04, Berlin 2003, 2004 (International fight against terrorism and the protection of human rights)

2003

El futuro de las minorías marginadas en la globalización. Problema de los derechos humanos, in: Gobierno del Estado/Instituto de Estudios del Federalismo “Prisciliano Sánchez” (ed.), Derechos Humanos de las Etnias Jaliscienses ¿Asignatura inconclusa del federalismo?, Guadalajara 2003, S. 1–30 (Human rights and marginalised minorities)

El concepto de terrorismo frente al conflicto armado, in: Defensoría del Pueblo/GTZ (eds.), Seguridad y Libertades Individuales en Colombia, Bogotá 2003, pp. 43–56

The European Union Human Rights Policy, Berlin: Friedrich Ebert Stiftung/Internationale Politikanalyse, 2003 <http://library.fes.de/fulltext/id/01713.htm>

2002

Menschenrechte in der deutschen Außen- und Entwicklungspolitik, epd-Dokumentation Nr. 5, 2002, Frankfurt am Main, 28.1.2002

(Human Rights in German Foreign and Development Policy)

2001

Neue Demokratien und Militär in Lateinamerika. Die Erfahrungen in Argentinien und Brasilien (1983–1999) Frankfurt a. M.: Vervuert Verlag, 2001

(New Democracies and the Military. Experiences in Argentina and Brazil 1983–1999)

1986–2000

Ursachen und Folgen von Menschenrechtsverletzungen in der Dritten Welt. Saarbrücken: Verlag Breitenbach Publishers, 1986

(Root Causes of Human Rights Violations in the Third World)

Menschenrechte in der Dritten Welt, München: C.H. Beck, 1986

(Human Rights in the Third World)

Indigenous Populations, Ethnic Minorities and Human Rights.

Berlin: Quorum Verlag, 1988, 2nd ed.: Saarbrücken, Breitenbach Publishers, 1991

- The Federal Republic of Germany: Human Rights and Development, in: David Forsythe (ed.), *Human Rights and Development. International Views*, London: Macmillan, 1989, pp. 136–153.
- North-South-Conflict and Human Rights in the Third World, in: Werner Pfennig (ed.), *Contours of a New World. Changes in Asia and Europe since 1989*, Manila 1992, pp. 37–56
- Human Rights in German Foreign and Development Policy, in: Rainer Tetzlaff (ed.), *Human Rights and Development*, Bonn 1993, pp. 97–121
- Concepts of Democracy, Development and Human Rights in Asian Political Thinking.
- The Examples of China and ASEAN, in: Ingrid Wessel (ed.), *Nationalism and Ethnicity in Southeast Asia*, Berlin 1994, pp. 265–277
- Positive Measures in Development Co-operation: United States and Germany, in: Peter Baehr et al. (eds.), *Human Rights in Developing Countries Yearbook 1994*, Utrecht 1994, pp. 27–42
- The Military, Torture and Human Rights. Experiences from Argentina, Brazil, Chile and Uruguay, in: Ronald D. Crelinsten/Alex P. Schmid (eds.), *The Politics of Pain. Torturers and their Masters*, Boulder, Col., Westview Press, 1995, pp. 65–98
- The promotion of democracy and human rights as a task of development co-operation, in: Federal Ministry for Economic Co-operation and Development (BMZ), *Poverty Reduction, Self-Help Promotion of Participation and Human Rights*, Bonn n.d. [1995], pp. 40–53
- (with Hildegard Lingnau, Peter Waller) *Evaluation of EC Positive Measures in Favour of Human Rights and Democracy, 1991–1993*, Berlin: German Development Institute, 1995
- Gibt es ein asiatisches Entwicklungsmodell? Zur Diskussion über 'asiatische Werte', Köln 1995 (Berichte des Bundesinstitutes für ostwissenschaftliche und internationale Studien 55-1995)
- (Is there an Asian development model? On the discussion on 'Asian values')
- Promotion of Good Governance by Positive Measures — Potentials and Limitations, in: Karl Wohlmuth/Hans-H. Bass/Frank Messner (eds.), *African Development Perspectives Yearbook 1997/98. Good Governance and Economic Development*, Münster 1999, pp. 355–367
- (with Hugo Frühling) *Determinants of Gross Human Rights Violations by State and State sponsored Actors in Brazil, Uruguay, Chile, and Argentina. 1960–1990*, Den Haag: Kluwer Publishers, 1999
- (co-editor) *Entwicklungszusammenarbeit mit autoritären Regimen? Die Entwicklungspolitik auf einem schmalen Grat*, Berlin: Society for International Development Chapter Berlin, Berlin 1999
- (Development Co-operation with Authoritarian Governments? Development Politics on the Brink)
- Prospects and Limits for External Mediation Initiatives. The Experiences of the Churches, in: Heinrich-W. Krumwiede/Peter Waldmann (eds.), *Civil Wars: Consequences and Possibilities for Regulation*, Baden-Baden 2000, pp. 83–94
-